



Communiqué de Presse

RDC : La réduction du train de vie des institutions, un simple slogan, comme le peuple d'abord.

Kinshasa, le 3 juillet 2025, Le Congo N'est Pas À Vendre "CNPAV" exprime sa profonde indignation face au décalage criant entre les discours officiels et la réalité budgétaire observée au troisième trimestre de l'année 2025.

Alors que le président de la République et le gouvernement se sont engagés, dans la Loi de Finances rectificative 2025, à réduire le train de vie des institutions publiques à hauteur de 1.079 milliards de CDF (soit environ 377 millions USD), les chiffres officiels publiés par le Plan d'engagement budgétaire (PEB) du ministère du Budget révèlent une toute autre réalité: une hausse alarmante et irresponsable des dépenses publiques.

Au 17 juin 2025, les dépenses engagées par les ministères s'élevaient déjà à 1,405 milliard USD, soit un dépassement de 343 millions USD par rapport aux prévisions annuelles. La Présidence de la République, de son côté, a engagé 391,6 millions USD, excédant ainsi de 88 millions USD le budget qui lui était initialement alloué. Ce dérapage budgétaire est d'autant plus préoccupant qu'il intervient dans un contexte de pauvreté généralisée, d'insécurité persistante et de précarité sociale accrue. Malgré cette situation dramatique, les institutions publiques continuent d'engager des dépenses injustifiées, souvent somptuaires, qui ne répondent en rien aux priorités du peuple congolais.

Le rapport des Nations Unies sur les finances publiques en RDC avait déjà mis en garde contre le caractère inflationniste, opaque et inefficace du train de vie des institutions. Ce nouveau dépassement budgétaire massif vient confirmer ce que les citoyens dénoncent depuis des années : ni la Présidence ni le Gouvernement n'ont la volonté politique réelle de rompre avec un système de gaspillage structurel, au détriment de l'intérêt général

Le CNPAV appelle une fois de plus à la transparence budgétaire, à la réédition des comptes, et à une réorientation urgente des ressources publiques vers les priorités sociales fondamentales : santé, éducation, accès à l'eau et sécurité.

Dans cette perspective, nous appelons :

- Le Parlement à exiger un audit public des dépenses exécutées en dépassement du budget 2025 ;
- La Cour des comptes et l'Inspection Générale des Finances (IGF) à se saisir de toute urgence de ces cas manifestes de mauvaise gestion ;
- La société civile et l'ensemble des citoyens à rester mobilisés pour exiger transparence, redevabilité et justice budgétaire.



CONGO
N'EST PAS
À VENDRE

Le moment est venu de mettre fin à l'impunité budgétaire. Le peuple congolais mérite mieux que des promesses trahies et des dépenses somptuaires. Il est temps que les ressources publiques servent enfin l'intérêt général, et non des priviléges indus.

Contact

Jimmy kande : 00243 811971984, www.corruptiontue.org